

LA LETTRE MENSUELLE

AGAUREPS-Prométhée

N° 79 - Avril 2011

L'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la Gauche Républicaine et Sociale – Prométhée) met en place une Lettre mensuelle destinée à diffuser l'information auprès d'un plus large public.

Sommaire

« Infléchir les rapports entre urbain et rural »

Tribune de Francis DASPE

« Réponse aux contempteurs de la laïcité et de la République... »

Tribune de François COCQ et Francis DASPE

« Non au mirage du capitalisme vert ! »

Texte de Claudine CHAPRON

« Marche pour l'égalité, la liberté et la dignité »

Compte-rendu de la réunion de l'AGAUREPS-Prométhée du 9 février 2011 à Mont-de-Marsan

Une fiche d'adhésion (facultative...) pour 2011

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE – Prométhée

Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33 210 LANGON

Courriel : contact@agaureps.org

Site internet : www.agaureps.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée, veuillez l'indiquer à l'adresse suivante :
contact@agaureps.org

Infléchir les rapports entre urbain et rural

Ce texte a été diffusé en tribune libre dans l'édition du 26 février 2011 de Sud-Ouest sous le titre de « Populations rurales oubliées ».

Les élections cantonales peuvent être l'occasion de susciter des débats de fond. Le risque existe qu'ils soient instrumentalisés à des fins partisans. La question des relations entre le monde urbain et les espaces ruraux est d'une telle importance qu'elle doit éviter de tomber dans ces travers ou autres tentatives de récupérations.

Inciter les gens à délaissier la voiture et favoriser le développement des transports collectifs constituent une urgence au regard des enjeux écologiques actuels. Pour autant ces préoccupations d'intérêt général ne doivent pas être appréhendées au seul prisme de considérations strictement urbaines en faisant des populations rurales les grandes oubliées de la réflexion. Pour celles-ci, l'accès à la métropole régionale équivaut de plus en plus au parcours du combattant : congestion des artères routières, extension des stationnements payants, insuffisance de parkings gratuits dédiés à l'intermodalité permettant le raccordement aux transports collectifs. A cela s'ajoute la forte incitation à se rabattre de fait sur les parkings souterrains affermés à des intérêts privés.

Nous sommes en droit de nous demander s'il ne s'agit pas en définitive d'un formidable égoïsme de nantis se barricadant pour opérer au contrôle d'un espace urbain dont la vocation première est pourtant celle d'une mise en commun. Car une grande métropole possède des devoirs en terme d'accueil des populations rurales au regard des services publics de portée régionale et d'intérêt général dont elle a été dotée au cours de l'histoire par des investissements publics. Il n'est pas excessif d'affirmer alors qu'une capitale métropolitaine ne s'appartient pas totalement elle-même, mais au contraire se doit à l'ensemble de son aire d'attraction.

Les urbains n'hésitent pas à s'approprier l'espace rural et à le remodeler en fonction de leurs désirs et de leurs intérêts, les premiers pouvant d'ailleurs apparaître comme contradictoires avec les seconds. C'est ainsi que l'on note une volonté de transformer la ruralité en musée de la nature tandis que les modes de déplacements sont de plus en plus déterminés par des grands projets d'infrastructures, justifiés par un rôle supposé structurant alors qu'ils sont vécus comme déstructurants par les populations locales. Là aussi affleure la satisfaction d'appétits privés avec la garantie de marchés réservés aux entreprises de bâtiments et travaux publics. Là aussi le partage des retombées positives est inégal : pour les uns le renforcement de la dynamique de métropolisation, pour les autres la réalité de « l'effet tunnel » n'apportant que bien peu de bénéfices. Les gains de temps souvent mis en avant sont au final minimes et particulièrement ciblés : ils concernent prioritairement les rendez-vous d'affaires et les réunions de leaders d'opinion. Est-ce en cela que réside le capitalisme vert ? Se donner bonne conscience par des discours environnementalistes à l'occasion radicaux tout en favorisant de puissants intérêts financiers, le tout agrémenté d'un zeste de mépris dès lors que ces irréductibles indiens se mobilisent pour refuser ces projets ?

Une logique identique de séparation est à l'œuvre avec la réforme des collectivités territoriales. Elle porte en elle les germes de l'assujettissement d'une Gironde rurale réduite à la portion congrue à une aire métropolitaine bordelaise à la fois conquérante et boulimique. C'est donc à une réflexion globale à laquelle nous sommes conviés pour déterminer de nouveaux rapports entre urbain et rural fondés sur la compréhension et la complémentarité, tout en respectant l'identité de chacun. Les enjeux sont en effet multiples : économiques en terme de développement, sociaux en terme de solidarité, démocratiques en terme de prise de décision politique, écologiques en terme de préservation de l'écosystème. Ces relations inégales et déséquilibrées demandent assurément des inflexions significatives qui ne peuvent se réduire comme trop souvent à un véritable déménagement des territoires ruraux...

Francis DASPE

Réponse aux contempteurs de la laïcité et de la République...

Une version réduite a été diffusée en tribune libre dans la rubrique « Rebonds » dans l'édition du 29 mars 2011 de Libération sous le titre de *La gauche doit renoncer à la « diversité » des Verts*.

Les tentatives de récupération et d'instrumentalisation de la laïcité se sont multipliées de la part du Front National et de la Droite. Il n'est cependant pas inutile de rappeler la nécessité de mener le combat au sein de la Gauche afin de clarifier certaines données. Des prises de positions émanant de personnalités identifiées à gauche pourraient en témoigner si le besoin s'en faisait sentir. C'est ainsi que dans une tribune intitulée « Manifeste pour une écologie de la diversité » et parue dans Libération le 27 janvier 2011, Noël Mamère, Esther Benbassa, Eva Joly, élu(e)s d'Europe Ecologie-Les Verts ou/et candidates dans un avenir proche à d'autres investitures, qualifient la laïcité de « noble idée » et la République de « construction majestueuse ». Nous pourrions en être à la fois surpris et rassurés s'ils ne se livraient pas tout au long du reste de leur propos à un dénigrement d'une radicalité extrême contre ces valeurs en les assimilant à peu de frais à des dérives hâtivement nommées laïcisme et républicanisme.

La démonstration aux accents de réquisitoire mêle confusément amalgames regrettables, contresens douteux et récupérations malvenues. Très rapidement, on se demande avec anxiété où se terminent pour eux laïcité et République, où commencent laïcisme et républicanisme...

Souvent, l'invective prend le pas sur l'argumentation sans laquelle il ne peut y avoir de débat démocratique constructif. L'assimilation de la laïcité à des notions aussi rétrogrades, voire franchement injurieuses, qu'un « nationalisme exclusiviste et stérile », une nostalgie colonialiste latente ou à une islamophobie rampante s'inscrit résolument dans un parti pris et une prise à partie confinant à la mauvaise foi. Ce faisant, la laïcité et la République sont encore un peu plus rejetées dans le pré carré d'une extrême droite qui a beau jeu de s'approprier un vocabulaire qui lui est d'autant plus étranger qu'elle n'en partage pas le souci de cadre commun permettant l'expression de tous. Ce n'est pas en servant la soupe au Front National en bradant les idéaux des Lumières qu'on le fera reculer !

Les auteurs sont-ils à ce point malhonnêtes pour feindre de croire que l'application du principe de laïcité ne concernerait qu'une religion ? Ou méconnaissent-ils à ce point l'histoire du combat laïque d'émancipation individuelle et collective pour ne pas savoir que tous les cléricatismes aliénants et oppressifs ont été combattus, sans distinction aucune ? La laïcité ne se limite pas au champ des relations entre la sphère publique et les religions : elle lutte pareillement contre les idéologies conquérantes et l'invasion marchande.

Il y a également une très forte dose de vanité à croire être mieux compris que les autres par cette jeunesse issue de l'immigration. Il en va jusqu'aux révolutions tunisienne et égyptienne qui ne soient enrégimentées pour instruire le procès en sorcellerie de la laïcité et de la République ! Il est trop aisé de passer sous silence que ce sont des drames sociaux qui ont fait s'enrayer le système et qui ont ouvert la voie à une légitime aspiration démocratique qui face aux oligarques méprisants a été droit au but en leur jetant à la figure : « Dégage ! ».

Il n'effleurera pas un seul instant notre esprit de tordre l'emploi par nos contradicteurs d'une argumentation à la sémantique pourtant naturaliste (les écosystèmes, les espèces) et hygiéniste (les maladies infectieuses, les produits toxiques) en rappelant qu'il s'est agi d'une rhétorique caractéristiques des fascismes et autres adeptes de la régénération de la civilisation et de la race. Le débat vaut mieux que ces sous-entendus détestables. Il faut savoir raison garder et se défier d'endosser la tenue de l'imprécateur pour qui l'expression de toute idée contradictoire constitue la preuve irréfutable d'une déviance honteuse.

Nous nous contenterons de pointer une méconnaissance manifeste de ce en quoi consiste la laïcité. L'utilisation d'adjectifs qualificatifs qui disqualifient le mot dans le prolongement de la laïcité positive du discours du chanoine de Latran, accessoirement président de la République, en montre spontanément la distance et le manque d'imprégnation : nos auteurs emploient dans la même veine les expressions de « laïcité raisonnée » et de « diversité positive ».

Méconnaissance aussi de la force propulsive de la laïcité. Elle fonde la démocratie et la souveraineté populaire par la reconnaissance de l'idée révolutionnaire que les hommes sont en capacité de se gouverner de manière terrestre et rationnelle en dehors de tout dogme et de toute vérité révélée. Elle pose les bases de la justice sociale et de l'égalité en stipulant l'égale dignité de tous. Appliquée au champ de la diplomatie, elle invalide toutes les théories nourrissant les stratégies géopolitiques fondées sur un prétendu choc des civilisations. Curieux renversement que de s'approprier la défense de l'altérité en promouvant dans un même élan le différentialisme, le communautarisme et le repli identitaire !

Il ne suffit pas de se revendiquer de l'écologie politique pour pouvoir porter un projet progressiste fondé sur des valeurs humanistes. La crise écologique, parce qu'elle met en question la survie même de l'Humanité, appelle à une rupture avec le modèle capitaliste. Faire vivre l'écologie politique nécessite en l'espèce de se ressourcer à l'analyse jaurésienne. L'Etat-nation, cadre de définition de la res publica, garantit l'existence d'une communauté politique et donc l'expression d'une souveraineté populaire. Sa dislocation dans le champ de la mondialisation se traduit par l'effacement du peuple souverain au profit de la gouvernance. C'est l'exact contraire d'un internationalisme ouvrant sur l'universel.

La compréhension mutuelle des peuples ne passe pas une acceptation acritique d'une globalisation économique qui ouvre la voie de manière conjointe aux discriminations les plus criantes et à toutes les variantes des politiques de classe les plus cyniques pour le seul bénéfice des oligarchies les plus arrogantes. Trop peu de laïcité peut éloigner de l'universalisme républicain. Beaucoup de laïcité y ramène inmanquablement. Le seul projet émancipateur reste plus que jamais l'effectuation de la République sociale. La laïcité en constitue l'une des arches les plus solides. Une laïcité dans la plénitude du terme et irriguée de son épaisseur historique, sans l'adjonction d'adjectifs qui la dévoierait. Le débat mérite au moins d'être mené en toute sérénité sans recourir à l'excommunication, ne serait-ce que parce que ce mot n'appartient pas au champ lexical de la laïcité....

La Gauche n'a pas à capituler en laissant en déshérence des valeurs constitutives de son patrimoine idéologique. Il convient donc d'apporter la contradiction à tous les contempteurs de la laïcité qui se trouvent parmi ses rangs. Mais il s'agira aussi de démasquer tous les autres du bord opposé qui s'en emparent et la dénaturent pour de sombres desseins. Nous n'oublierons pas de porter le fer contre ceux qui vont jusqu'à enrégimenter Jaurès pour les besoins d'une campagne et celles qui s'évertuent à donner l'impression d'avoir lu les œuvres intégrales de Marx. Dès lors que l'on aborde l'idée même de partage des richesses, tous deux se cabreront pour promouvoir une politique de classe incompatible avec les exigences portées par la laïcité. C'est en cela que réside le révélateur qui éclaircira le débat.

Francis DASPE et François COCQ

Non au mirage du capitalisme vert !

Il s'agit d'un texte introductif prononcé par Claudine CHAPRON au Forum national organisé par le Front de Gauche consacré à l'écologie qui s'est tenu le 27 janvier 2011 à l'Athénée Municipal de Bordeaux. Claudine CHAPRON est membre du Parti de Gauche.

Le système capitaliste productiviste a sombré dans la démesure en consommant l'équivalent de plusieurs planètes. Il n'est pas possible de courir derrière une croissance infinie dans un monde fini. La décroissance de l'empreinte écologique est une absolue nécessité: il revient au politique d'en dessiner les contours.

En France, il y a urgence à faire front au « sarkoproductivisme ». Pour cela les réponses aux crises écologique, sociale et démocratique nécessitent de s'attaquer au mal à la racine en proposant une rupture franche avec les modes de production et de consommation dominants et de rejeter sans ambiguïté les assauts des démarches marketing d' « écolo-blanchiment » qui, au-delà de l'effet de mode, participent à l'aggravation de la crise écologique.

Le vrai point de rupture du capitalisme est écologique. Et dans un dernier sursaut avant la grande crise écologique que nombre d'écologistes et de scientifiques prévoit, le capitalisme s'habille subitement en vert et on entend ici et là parler de capitalisme vert !

Le « capitalisme vert » ou la croissance verte sont les derniers avatars de l'économie de marché, et n'offrent pas de solutions à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle. La vraie rupture du capitalisme est écologique et intègre la question de la redistribution. Elle va au-delà : elle repose la question de la richesse. Question beaucoup plus radicale que la critique de ceux qui se prétendent révolutionnaires en demandant une augmentation de 300 euros pour qu'on puisse aller consommer dans des supermarchés et par là même accroître les profits de la grande distribution ! Il n'y aura donc pas d'alternative crédible tant qu'une nouvelle construction politique ne prendra pas en compte les exigences d'une transformation à la fois sociale et écologiste.

Le « capitalisme vert », c'est la continuation du capitalisme et donc la continuation d'un système qui dans son principe est destructeur pour l'environnement et qui, dans sa dernière phase, s'est traduit par une expansion extraordinaire des inégalités. Donc, le capitalisme vert, ce n'est même pas un oxymore, ça n'existe pas !

C'est seulement une construction et un habillage idéologique pour faire croire que l'on peut évoluer par rapport à l'environnement sans changer les déterminants fondamentaux de nos régulations sociales, de notre système économique et de la répartition des pouvoirs dans cette société. Même si la part de l'économie publique (les services publics notamment) est restée importante dans nos pays, et que l'économie sociale et solidaire représente une part non marginale, depuis trente ans l'offensive néolibérale, que j'appelle capitaliste, appliquée à une très grande part de l'économie sociale et solidaire une logique d'appropriation, de compétition et d'individualisme.

LE
TEXTE

Pour nous, qui avons le souci de la préservation de la planète chevillé au corps tout autant que le désir d'égalité sociale et la lutte contre la société du mépris, le Parti de Gauche doit accomplir un geste symbolique à la hauteur des enjeux historiques en montrant qu'il est la force qui rompt avec l'aveuglement du passé. Nous sommes convaincus que le Parti de Gauche peut être l'un des vecteurs de cette convergence. Il doit pour cela tirer les leçons de la nouvelle situation et des limites actuelles de la gauche.

Cela suppose qu'il revendique explicitement l'identité écologiste, seule façon d'ancrer clairement sa volonté de se positionner tout autant dans les riches traditions de gauche que dans celles de l'écologie politique. L'écologie ne va pas de soi, et elle n'est pas une demi-mesure.

Et la question de la décroissance ? Ce qu'il faut évidemment faire décroître aujourd'hui, c'est l'empreinte écologique. Cela passe très probablement par la décroissance des biens matériels. Car même si on réalise des gains d'efficacité énergétique, cela ne suffira pas si le niveau global de consommation dans les pays riches reste le même. Cette décroissance matérielle doit bien sûr être accompagnée d'une politique de redistribution. On peut d'ailleurs se demander si les économies d'énergie ne se feront pas sur le dos des plus pauvres... En effet on en vient donc à la fameuse réformette écologique de Michel Rocard avec la fameuse « taxe carbone ». Ce n'est ni plus ni moins faire payer la facture aux plus pauvres, tout en augmentant encore les profits des entreprises. On ne peut que déplorer qu'un ancien Premier Ministre « socialiste » se prête au jeu et qu'un dirigeant « écologiste » qualifie cette taxe de révolutionnaire !

Or l'accès à l'énergie (Eau, Electricité, etc...) est un droit fondamental, et une politique conséquente de lutte contre le dérèglement climatique ne peut pas se résumer à une « taxe miracle ».

Le Parti de Gauche se prononce pour une politique énergétique plus globale, ambitieuse, en rupture avec le système capitaliste et la logique productiviste. Non le capitalisme vert n'existe pas, et la rupture aura bien lieu.

Claudine CHAPRON - Janvier 2011

LET
TE
TE

Marche pour l'égalité, la liberté et la dignité

Il s'agit du texte d'appel à la manifestation pour la journée de lutte pour les droits de la femme. Il a été signé par de nombreuses organisations. Il a été transmis par Monique DENTAL, animatrice du réseau féministe « Ruptures ». Elle est également membre de l'AGAUREPS-Prométhée.

Ce 8 mars 2011, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, n'est pas un 8 mars comme les autres. C'est un 8 mars porteur d'espoir venu du Sud. Un Sud en marche revendiquant la dignité, la liberté et l'égalité.

Avec son « Dégage Ben Ali ! », la Tunisie a ouvert la voie en renversant, mi-janvier, le dictateur et le régime dont elle ne voulait plus. L'Égypte a suivi avec un slogan identique à l'encontre du président Hosni Moubarak. « Dégage », un mot qui résonne aujourd'hui comme une note d'espoir rendant l'impossible possible et défiant la démoralisation et le scepticisme ambiants en France et en Europe. Deux dictatures mises à terre en moins d'un mois, ceci ne peut qu'avoir des répercussions dans l'ensemble de la région et au-delà.

Dans les deux pays, les femmes étaient présentes dès les premiers jours et ont, nombreuses et résolues, participé à ce bouleversement. Partout ailleurs de par le monde, les femmes continuent à se mobiliser, à se battre contre des régimes autoritaires et tortionnaires, contre des sociétés machistes, hétéro-sexistes et rétrogrades. Elles se battent pour leur autonomie et pour qu'il soit mis fin aux discriminations dont elles sont l'objet. Ce combat est le nôtre.

Les Tunisiennes revendiquent la consécration de l'égalité des droits dans la constitution, l'instauration de la laïcité, la levée des réserves émises lors de la ratification de la CEDAW et la réforme du droit de la famille inégalitaire (notamment en matière d'héritage).

Les Égyptiennes veulent l'abrogation du code du statut personnel, la mise en place d'un Etat laïque et leur participation à la commission pour la réforme de la constitution.

Les Algériennes veulent l'égalité des droits et sont partie prenante des aspirations et des revendications pour un Etat de droit : levée de l'état d'urgence, rétablissement des libertés individuelles et collectives, travail et justice sociale. Elles demandent l'abrogation du code de la famille et veulent des lois civiles égalitaires.

Les Iraniennes veulent l'abrogation du code de la famille et de toutes les lois discriminatoires à l'encontre des femmes, l'égalité des droits dans la constitution, la ratification de la CEDAW et un Etat laïque.

Les Afghanes appellent au respect et au maintien de la constitution de l'Afghanistan (malgré ses lacunes) qui garantit et favorise la place des femmes, aujourd'hui premières victimes de la corruption et de la pauvreté. Elles refusent toute négociation avec les Talibans, frein à la démocratisation et à la stabilité du pays.

LE
TEXTE

En France, les rapports de domination hommes/femmes sont toujours à l'oeuvre. Force est de constater les inégalités dont les femmes sont l'objet. Elles continuent à se battre :

- Pour l'égalité des salaires, la mixité de l'emploi et la régularisation de toutes les travailleuses sans papiers, contre le travail partiel imposé et la précarisation : 80% des salariés qui vivent avec 750 € par mois sont des femmes.
- Pour le droit à l'avortement et la contraception menacé par la casse de l'hôpital public et la remise en question de la Sécurité sociale.
- Pour le maintien et le développement du service public : santé, petite enfance, éducation, justice... et contre la réforme des collectivités territoriales.
- Pour l'application de la loi du 9 juillet 2010 contre les violences faites aux femmes, le comité de suivi et de vigilance exige des moyens.
- Pour le respect du droit d'asile pour les femmes persécutées, non seulement en raison de leurs opinions politiques ou dans le cadre de persécutions racistes et religieuses, mais aussi de leur orientation sexuelle.
- Pour une véritable lutte contre la lesbophobie, le sexisme, le racisme et toutes les formes de discrimination dont sont victimes les femmes, pour une véritable politique d'éducation à l'égalité.

Nos luttes sont communes et nos aspirations se rejoignent : qu'on vive à Tunis, Kaboul, Rome ou Varsovie, Kinshasa ou Paris, les combats pour l'égalité, la liberté et la dignité nous réunissent hier et nous rassemblent aujourd'hui. Partout dans le monde des femmes font entendre leur voix pour revendiquer la dignité, l'égalité et la liberté. Toutes et tous ensemble pour un monde égalitaire, laïque et contre la mondialisation néolibérale.

LETTE

Comptes-rendus des réunions de l'AGAUREPS-Prométhée

Réunion du 9 février 2011 à Mont-de-Marsan

1/ La demi-heure de l'actualité politique et sociale : « Le suffrage universel, arche ou alibi de la démocratie ? »

Francis DASPE introduit la question en précisant que l'intitulé peut paraître surprenant : il ne peut y avoir de démocratie sans suffrage universel. Mais il ne s'agit pas d'une condition suffisante tant le suffrage universel peut être dévoyé ou contourné.

L'actualité ou un passé récents nous offrent quelques exemples significatifs : crise en Côte d'Ivoire, cas de l'Ukraine et de la Géorgie, conditions rocambolesques de l'élection en 2000 de Georges Bush. Les pays pauvres ne possèdent nullement le monopole de ces entorses aux règles les plus élémentaires de la démocratie. Pour la France, de longs développements sont consacrés au contournement du vote référendaire de rejet du traité constitutionnel européen le 29 mai 2005 : l'adoption en catimini par la voie parlementaire du traité de Lisbonne constitue un déni de démocratie. De la même façon que la promesse faite en 2007 par le candidat Sarkozy de ne pas toucher aux retraites qui a été oubliée. L'échelon européen est concerné au premier chef : les peuples danois et irlandais avaient été obligés de revoter après un premier référendum dont la réponse ne convenait pas aux autorités européennes.

Des interrogations sont exprimées sur les conditions de la fabrication de l'opinion publique. Manipulations et propagande ont atteint un haut niveau au cours du XX^e siècle. Les travaux de Noam Chomsky sur le sujet illustrent bien ces dérives (voir texte joint).

La personnalisation des scrutins, la « pipolisation » des pratiques et la vogue des communicants ont des effets très négatifs. La connivence et la consanguinité des oligarchies sont pareillement dénoncées. L'abstention croissante résulte pour partie de ce non respect répété de la souveraineté populaire, souvent au nom de la supposée compétence des experts et de l'efficacité du concept de gouvernance.

L'urgence de redonner toute sa valeur démocratique au suffrage universel est réaffirmée. Cela passe notamment par une réévaluation des enjeux idéologiques, une définition de ce qu'est l'intérêt général, une prise de conscience de la nature fondamentalement de classes des politiques menées, une meilleure articulation avec les conditions d'exercice de la démocratie sociale au niveau des lieux de travail. C'est à ces conditions seules que l'implication populaire pourra permettre au suffrage universel de retrouver son statut d'arche de la démocratie qui aurait dû rester le sien.

Des Actes de cette question seront rédigés par Francis DASPE

Comptes-rendus des réunions de l'AGAUREPS-Prométhée

2 / Le grand débat de l'AGAUREPS-Prométhée : « Les enjeux de la politique de santé »

Xavier DUMOULIN commence son exposé en décrivant les deux grands systèmes de protection sociale (bismarckien et beveridgien). Il met en valeur la convergence des attaques menées conduisant à une dégradation de l'accès aux soins et à un développement des inégalités sociales en ce qui concerne la santé. L'Hôpital, pilier de la République sociale, est soumis à rude épreuve. Les fondements théoriques de la critique philosophique, sociologique et économique de l'Etat-providence sont mis en valeur. La gestion managériale se traduit par une dilution démocratique. Là aussi, le concept de gouverne provoque de profonds dégâts assimilant l'hôpital à une entreprise, à la recherche de la rentabilité maximale et assurant la prééminence des experts.

Le débat insiste sur le processus de marchandisation du secteur de la santé. Contrairement au discours se voulant rassurant de la part des libéraux, le dogme de la maîtrise des dépenses hospitalières ne vise pas à sauver le système solidaire de protection sociale. L'objectif est simplement de réduire la part socialisée des dépenses de santé (franchises, dépassement d'honoraires, déremboursements etc...) et de créer parallèlement un grand marché de la santé pour satisfaire les intérêts privés. Dans ce cadre, les conflits d'intérêts que l'actualité ne cesse de mettre en exergue sont utilement rappelés. La notion d'éthique de service public, trop souvent bafouée, est perçue comme une nécessité urgente.

Comme pour les retraites, l'objectif des libéraux est de mettre la main sur les sommes colossales générées par le système solidaire de protection sociale. Elles échappent pour l'instant en partie à la spéculation financière : c'est qui est inacceptable aux yeux des libéraux

Cette attaque généralisée se fait à plusieurs niveaux: national, européen et mondial. Les partenariats privé/public et l'ouverture à la concurrence se font les vecteurs de ce démantèlement du système de santé. Il s'agit d'un marché de dupes. La loi Bachelot HPST (Hôpital, Patients, Santé, Territoire) s'inscrit dans cette logique destructrice.

Des vérités de bon sens doivent être réaffirmées inlassablement à l'encontre de la vulgate libérale. La santé n'est pas un coût pour la société. La protection sociale ne relève pas du champ de l'assistanat ou de la charité. Elle est un mode de partage des richesses résultant d'un choix politique fait au nom de l'intérêt général et de la solidarité de mettre un commun une partie des richesses produites.

Des Actes plus détaillés et plus approfondis seront rédigés par Xavier DUMOULIN.

Les deux questions mises en débat à cette occasion entretiennent des similitudes à travers la notion de renoncement. Renoncement démocratique avec la perte de confiance ou le désintérêt à l'égard du suffrage universel. Renoncement à l'accès aux soins d'un nombre croissant de personnes. Le renoncement est antinomique de la pleine réalisation de l'idéal de République sociale que l'AGAUREPS-Prométhée appelle de ses vœux.

Pour l'AGAUREPS-Prométhée, le Secrétaire général, Francis DASPE

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALE

⋮ Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33120 LANGON
⋮ Tél : 05 56 76 87 66 - Courriel : contact@agaureps.org - Site internet : www.agaureps.org

FICHE D'ADHESION ANNEE 2011

NOM :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro(s) téléphone(s) :

Courriel :

Profession :

Le montant de l'adhésion annuelle est fixé à **10 Euros**. Le règlement peut se faire en espèces ou par chèque à l'ordre de l'AGAUREPS-Prométhée. Envoyer tout courrier à l'adresse indiquée en en-tête.